



**CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE**

Délégation Ile-de-France Villejuif  
7, rue Guy Môquet  
94 800 Villejuif

**Accord-Cadre de fournitures courantes et services (FCS)**

**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES  
(C.C.T.P.) commun aux trois lots**

**Objet :** Réalisation des prestations de transport pour les Agents en situation de handicap en Ile-de-France, pour le compte de la délégation CNRS Ile-de-France Villejuif par une société de transport.

Article 1 – Objet de l'accord-cadre .....	3
Article 2 – Etendue des prestations .....	3
Article 3 – Descriptifs et caractéristiques des lots .....	3
Article 4. – Modalités d'exécution des prestations de l'accord-cadre .....	3
4.1 dispositions générales.....	3
4.2 Modalités de gestion des Trajets pour les prestations récurrentes et occasionnelles.....	4
4.3 Modalités de gestion des Trajets pour les prestations occasionnelles .....	4
4.4 Traitement des demandes des Agents.....	4
4.5 Modalités de suivi de la prise en charge des Trajets pour les prestations récurrentes et occasionnelles ..	4
4.6 Chauffeur du Titulaire .....	5
4.7 Modification ou annulation de commande pour les prestations récurrentes .....	5
4.8 Modification ou annulation de commande pour les prestations occasionnelles.....	5
4.9 Informations relatives aux Agents concernant les prestations récurrentes et occasionnelles .....	6
Article 5– Obligations du Titulaire dans l'Accord-Cadre.....	6
5.1 Représentant du Titulaire .....	6
5.2 Continuité de service pour les prestations récurrentes .....	6
5.3 Confidentialité.....	7
5.4 Equipement, sécurité, agrément et entretien des véhicules .....	7
5.5 Comportement du chauffeur .....	8
5.6 Protection de l'environnement, sécurité et santé .....	8

## Article 1 – Objet de l'accord-cadre

---

Le présent Accord-cadre a pour objet la réalisation des prestations de transport pour les Agents en situation de handicap en Ile-de-France, pour le compte de la délégation CNRS Ile-de-France Villejuif par une société de transport.

Les dispositions du présent cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ont pour objet de préciser les spécifications techniques pour l'exécution de prestations de transport pour les Agents en situation de handicap en Ile-de-France qui relèvent de la Délégation Île-de-France Villejuif du CNRS.

## Article 2 – Etendue des prestations

---

Le présent accord-cadre s'exécute par l'émission de bons de commande.  
Ils sont émis selon deux types de prestations :

- **Les Prestations récurrentes** : Il s'agit de prestations prévisibles conclues à prix unitaires. Les prestations récurrentes concernent des Trajets aller et retour d'un Agent lors de ses déplacements domicile-travail/ travail-domicile.
- **Les Prestations occasionnelles** : Il s'agit de prestations non définies quantitativement conclues à prix unitaires. Les prestations occasionnelles concernent des Trajets aller et retour ou un seul Trajet d'un Agent lors de ses différents déplacements professionnels.

## Article 3 – Descriptifs et caractéristiques des lots

---

Pour les trois lots, Les prestations seront exécutées en région Ile-de-France et concerne les prestations récurrentes et occasionnels.

- **LOT n°1 : Paris**
- **LOT n°2 : Seine Saint Denis et Seine et Marne**
- **LOT n°3 : Val de Marne**

Les estimations financières sont précisées dans le CCAP.

## Article 4. – Modalités d'exécution des prestations de l'accord-cadre

---

### 4.1 dispositions générales

---

Les prestations du Titulaire seront réalisées conformément à la réglementation en vigueur, notamment au regard de la licence des chauffeurs et de l'homologation des véhicules.

Sont attendues du Titulaire des prestations de qualité.

Le Co-Voiturage, au sens du présent Accord-cadre, est exclu dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre.

Le Titulaire définit librement le chemin pris pour réaliser le Trajet le plus optimal possible.

Le Titulaire s'engage à mettre à disposition des véhicules ayant un nombre de places en adéquation avec le nombre de passagers indiqués.

Les Agents pourront être accompagnés par un chien guide d'aveugle et/ou un auxiliaire de vie et/ou un auxiliaire de vie professionnelle et/ou d'un membre de sa famille. Il ne sera compté qu'un seul Trajet au prix référencé dans le BPU.

Le véhicule du Titulaire doit impérativement stationner au plus proche du domicile et du lieu de travail de l'agent, dans le respect du code de la route et des conditions de sécurité optimales. Si besoin, l'agent sera pris en charge à la porte de son domicile et déposé à la porte de son bureau ou à la porte de l'immeuble de son lieu de travail selon les cas et inversement.

#### 4.2 Modalités de gestion des Trajets pour les prestations récurrentes et occasionnelles

---

Chaque Agent se verra attribuer un code par le Titulaire.

#### 4.3 Modalités de gestion des Trajets pour les prestations occasionnelles

---

Les demandes de Trajet sont faites soit par l'Agent, soit par l'assistante de service social de la délégation CNRS Ile-de-France Villejuif. Mais toutes les demandes doivent être validées par le service des Ressources Humaines.

Les demandes de Trajet doivent être effectuées par téléphone, Internet ou application mobile. A cet effet, Le Titulaire met à disposition du Pouvoir adjudicateur « à minima » un numéro de téléphone et peut également mettre à disposition un accès Internet sécurisé et /ou une application mobile sécurisée (compatible apple, android, windows phone) grâce à laquelle ses demandes de Trajets sont traitées en temps réel.

Les demandes de Trajet doivent être confirmées par le Titulaire dans un délai de 24h suivant la demande ou exceptionnellement 5 heures en cas d'urgence, conformément à l'article 5.3 du CCAP.

Pour chaque demande de Trajet, l'Agent devra s'identifier par son code et indiquer les détails de sa demande (jour, heure, adresse du lieu de prise en charge, adresse du lieu d'arrivée) et les enjeux et contraintes éventuelles du Trajet (avion, train ou rendez-vous important).

Toute demande de Trajet par l'Agent sans communication de son code, ne pourra être honorée dans le cadre du présent accord-cadre. Dans ce cas l'Agent devra payer personnellement son Trajet au Titulaire.

Pour chaque demande de Trajet, le Titulaire est tenu d'en informer le Pouvoir adjudicateur, en temps réel, par mail.

#### 4.4 Traitement des demandes des Agents

---

Le Titulaire s'engage à prendre en charge tout appel téléphonique (fixe ou mobile) ou internet d'un Agent dans un délai maximum de **15** minutes à compter de la notification du premier appel de l'Agent.

#### 4.5 Modalités de suivi de la prise en charge des Trajets pour les prestations récurrentes et occasionnelles

---

Chaque demande de Trajet doit faire l'objet d'un suivi par le Titulaire jusqu'à la prise en charge de l'Agent.

Le Titulaire doit s'assurer que le véhicule est bien arrivé sur le lieu de prise en charge indiqué par l'Agent lors de la réservation du Trajet et que le chauffeur l'a bien pris en charge.

Le cas échéant, le Titulaire peut prendre contact avec l'Agent pour demander si ce dernier maintient sa réservation.

#### 4.6 Chauffeur du Titulaire

---

Le Pouvoir Adjudicateur demande à ce qu'il y ait un chauffeur dédié par personne transportée, hors période de congés, jours fériés, weekend, télétravail, missions (en dehors de la métropole) et arrêt de travail, ceci afin de garantir une bonne qualité de prestation.

Le chauffeur du véhicule du Titulaire désigné ci-après le « Chauffeur » doit obligatoirement s'assurer avant de commencer tout Trajet que le nom de l'Agent qu'il vient de prendre en charge correspond à celui qui figure sur la réservation et que son véhicule est adapté à la situation de l'Agent. Le Chauffeur devra patienter sur demande de l'Agent.

Le Chauffeur doit accueillir l'Agent au point de rencontre fixé lors de la réservation.

Le Chauffeur est tenu d'attendre l'Agent sur le lieu de prise en charge dans un délai de 15 minutes à compter de l'heure prévue pour la prise en charge.

Dans le cas où l'Agent a demandé un report de prise en charge au Titulaire, un délai supplémentaire de 15 minutes lui est accordé.

Durant les délais de prise en charge, le Chauffeur est tenu de rester à disposition de l'Agent sur le lieu de prise en charge.

A l'expiration des délais susmentionnés et à défaut de présence de l'Agent, le Chauffeur est dégagé de ses obligations de prise en charge.

#### 4.7 Modification ou annulation de commande pour les prestations récurrentes

---

Les demandes de modification ou d'annulation d'une réservation de Trajet par l'Agent pourront être transmises au Titulaire par Internet, téléphone ou application mobile et n'entraîneront aucun dédommagement dans le cas où le véhicule ne serait pas parvenu sur le lieu de prise en charge indiqué par l'Agent.

Dans le cas où le véhicule serait déjà parvenu sur le lieu de prise en charge avant que la demande de modification ou d'annulation de la réservation ait été transmise par l'Agent, des frais de non prise en charge peuvent être facturés par le Titulaire au CNRS, selon les dispositions financières figurant à l'annexe 1 à l'acte d'engagement. La totalité des frais de non prise en charge ne peut dépasser le prix du Trajet considéré et au prix référencé dans le BPU.

La suspension des prestations ou l'arrêt de la prestation pour circonstances exceptionnelles liées à la personne transportée (maladie, avis médical, etc) n'entraînera aucune indemnité pour le Titulaire.

#### 4.8 Modification ou annulation de commande pour les prestations occasionnelles

---

Les demandes de modification ou d'annulation d'une réservation de Trajet par l'Agent pourront être transmises au Titulaire par Internet, téléphone ou application mobile et n'entraîneront aucun dédommagement dans le cas où cette demande est effectuée au plus tard 3 heures avant le rendez-vous fixé sur le lieu de prise en charge de l'Agent.

Dans le cas contraire, des frais de non prise en charge peuvent être facturés par le Titulaire au CNRS, selon les dispositions financières figurant à l'annexe 1 à l'acte d'engagement. La totalité des frais de non prise en charge ne peut dépasser le prix du Trajet considéré et au prix référencé dans le BPU.

#### 4.9 Informations relatives aux Agents concernant les prestations récurrentes et occasionnelles

---

**Dans un délai de dix (10) jours à compter de la date de notification de l'accord cadre, une réunion de cadrage entre le CNRS et le titulaire sera organisée. Cette réunion a pour finalité de clarifier l'exécution pratique des prestations.**

Le Pouvoir adjudicateur s'engage à communiquer au Titulaire les :

- Situations de handicap de l'Agent (auditif, visuel, mental, psychique et moteur (rampe d'accès, transport de personne en fauteuil roulant) ;
- Coordonnées de L'Agent ;
- Informations diverses à compléter le cas échéant.

A la transmission du bon de commande le Pouvoir adjudicateur transmettra toutes les informations utiles relatives aux Agents.

Ces informations seront mises à jour le cas échéant pendant l'exécution du marché.

Dès la réception par le Titulaire des informations relatives aux Agents, ce dernier transmettra au Pouvoir adjudicateur un code spécifique désignant chaque Agent référencé.

Le Titulaire veillera à l'intégrité, la sécurité et la confidentialité des informations relatives aux Agents qui lui auront été transmises par le Pouvoir adjudicateur, selon les dispositions de l'article 6.7 ci-dessous.

De plus, le Titulaire devra tenir un état statistique et le transmettre au pouvoir adjudicateur à la date anniversaire de la notification du marché.

Cet état statistique présentera à minima :

- Le nombre de Trajet par Agents ainsi que le nombre d'accompagnateurs ;
- le pourcentage de Trajet respectant les délais d'attente ;
- le nombre de non prise en charge : annulation, modification ou retard des Agents ou du chauffeur ;

### Article 5– Obligations du Titulaire dans l'Accord-Cadre

---

#### 5.1 Représentant du Titulaire

---

Dès la notification du marché, le titulaire désigne un correspondant pour le représenter auprès de l'administration. Cette personne nommément désignée doit être joignable en semaine par l'administration.

Ce correspondant sera le correspondant privilégié pour l'ensemble des obligations du présent accord-cadre.

#### 5.2 Continuité de service pour les prestations récurrentes

---

Le Titulaire s'engage à prendre en charge et sous sa responsabilité toute mesure utile visant à garantir la continuité de service et plus particulièrement à éviter toute absence ou retard dans l'exécution des prestations.

En cas d'absence ou de retard, le Titulaire devra sans délai prévenir l'Agent et le représentant du pouvoir adjudicateur en indiquant :

- les motifs de retard ou d'absence ;
- les moyens de substitutions envisagés ;
- les délais de mise en œuvre des moyens de substitution.

Tout remplacement de moyens (matériel ou humain) inhérent à la prestation devra être effectué en respectant les conditions initialement demandées dans le CCTP.

La sous-traitance est autorisée pour le présent accord-cadre conformément à l'article 8 du CCAP.

### 5.3 Confidentialité

---

Le Titulaire a une obligation de confidentialité et de discrétion sur les activités, informations et renseignements recueillis à l'occasion de l'exécution des prestations du présent accord-cadre. Le titulaire s'engage à étendre cette obligation de confidentialité à l'ensemble des personnes qui interviennent pour son compte, selon les dispositions de l'annexe 2 du présent document.

Le Titulaire s'engage à protéger et restituer au Pouvoir adjudicateur dans les 48h, les objets et documents éventuellement oubliés par les Agents dans les véhicules.

Une charte de confidentialité sera transmise au Titulaire et sera à retourner au CNRS signée par le Titulaire. Par là-même il engage la responsabilité de la société.

Le non-respect de ces dispositions est considéré comme une faute de nature à conduire le pouvoir adjudicateur à résilier le marché aux torts du titulaire et aux frais et risques de ce dernier, au titre de l'article 1384 du Code Civil.

### 5.4 Equipement, sécurité, agrément et entretien des véhicules

---

#### **Dispositions communes :**

Les véhicules devront être conformes aux règles en vigueur, aux normes de sécurité et à leurs évolutions. Ils devront posséder l'ensemble des équipements de sécurité, être propres, confortables et parfaitement entretenus.

Le Chauffeur devra s'assurer du respect de toutes les dispositions réglementaires et en particulier de celle du code de la route.

Le Titulaire s'engage à assurer le bon entretien et si nécessaire le renouvellement des biens utiles à l'exécution des prestations.

Tout véhicule déclaré non conforme ou refusé lors d'un contrôle technique ne doit, sous aucun prétexte, être utilisé pour le service de transport d'un Agent.

Le Titulaire assume la responsabilité des moyens matériels nécessaires à l'exécution du service et en assure le financement.

Le Titulaire est responsable de la conformité et doit souscrire les polices d'assurances nécessaires.

#### **Dispositions des véhicules homologués :**

**Aux usagers à mobilité réduite autres que les Agents de fauteuil roulant :** il s'agit des règles issues de l'arrêté du 29 décembre 2020 modifiant l'arrêté du 23 août 2013 relatif aux conditions d'accessibilité aux personnes à mobilité réduite des véhicules terrestres à moteur de catégorie M1 concernant, notamment, les facilités d'accès pour les places assises, sur les poignées d'aide à la mise en place des personnes, sur l'ouverture des portes et la hauteur du seuil de porte par rapport au sol, le fonctionnement des marchés rétractables.

**Aux usagers Agents de fauteuil roulant :** il s'agit des règles issues de l'arrêté du 29 décembre 2020 modifiant de l'arrêté du 23 août 2013 relatif aux conditions d'accessibilité aux personnes à mobilité réduite des véhicules de catégorie M1 concernant, notamment, l'accès au compartiment, l'ouverture des portes, l'encombrement au sol d'un fauteuil roulant et espace dédié le dispositif d'embarquement tels que la rampe (degré d'inclinaison, revêtement antidérapant...) ou le système élévateur (dimensions, surface, actionnement des commandes de manœuvre), une notice technique d'utilisation des systèmes d'ancrages est disponible dans le véhicule à un endroit identifié, les aménagements intérieurs et l'éclairage et la signalisation (moyens d'éclairage suffisants pour la montée et la descente des personnes du véhicule).

La non application par le titulaire des mesures de sécurité entraînera la résiliation du marché à ses torts.

### 5.5 Comportement du chauffeur

---

Le Titulaire s'engage à ce que tout Chauffeur ait une tenue correcte, un comportement courtois professionnel et discrets vis-à-vis des Agents.

Les personnels du Titulaire demeurent à tous les égards, les salariés de ce dernier (léislation du travail, sécurité sociale, congés payés...). Le Titulaire est responsable : des problèmes d'horaires et d'effectifs ; du respect de la législation du travail; des déclarations d'accidents de Trajet qui peuvent survenir à l'occasion de leur prestation.

En cas de plainte d'un Agent, relative à la qualité de la prestation les parties se rapprocheront pour examiner les motifs du différend. Le Titulaire devra prendre toutes les mesures visant à prévenir tout risque de litige similaire. S'il le juge nécessaire le Titulaire pourra effectuer le remplacement d'un Chauffeur.

### 5.6 Protection de l'environnement, sécurité et santé

---

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements en vigueur, conformément à l'article 20 du CCAG.

Durant toute la période d'exécution du marché le titulaire devra prendre en compte les objectifs de développement durable notamment :

- A limiter l'effet de serre en adaptant les modes de conduites (formation des chauffeurs à l'éco-conduite, optimisation des circuits) ;
- Se conformer à l'obligation d'information des émissions de gaz à effet de serres liées aux prestations tels qu'exigée à l'article L 1431-3 du Code des transports ;
- A recourir autant que possible à l'utilisation de véhicules à faibles émissions et très faibles émissions.

Cette énumération pourra être complétée par les propositions du titulaire établies dans son mémoire de réponse.

**Le titulaire s'engage à exécuter les actions en faveur du développement durable précisées dans le présent article et dans son mémoire technique.**

En cas de non application de ces actions par le titulaire **des pénalités peuvent être appliquées, conformément à l'article 14.2 du CCAP.**